



Women's International League for Peace and Freedom

Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté

Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad

Consultative Status with UN ECOSOC, UNCTAD and UNESCO; Special Consultative Relations with FAO, ILO, and UNICEF

WILPF

EPU Madagascar

Les violations des droits humains dans le Sud de Madagascar

Monsieur le Président,

Nous remercions le gouvernement malgache pour sa participation au mécanisme de l'EPU. Nous demeurons préoccupés par l'insécurité humaine et les exécutions extrajudiciaires commises par les forces de l'ordre depuis 2012 notamment dans le sud de Madagascar riche en ressources minières.

Sous couvert de lutter contre les voleurs de zébus (dahalo), le gouvernement a procédé à de véritables massacres dans cette région de Madagascar à travers les opérations "Tandroka" et "Coup d'arrêt". Depuis 2012, les deux opérations ont fait plus de 1100 victimes selon la presse¹ et la Gendarmerie Nationale².

Les forces de l'ordre ont continué, en toute impunité, à commettre des crimes. Ainsi, Monsieur Ludovic, un ancien élu, maire de Mandromondromotra - Fort Dauphin, est froidement abattu le 17 janvier 2015³.

Durant l'année 2014, les paysans de plusieurs villages de la région Anosy affirment avoir été victimes de torture, viol, vols de biens par les forces de l'ordre ou des bandits armés. Un enfant aurait été brûlé vif par les forces de l'ordre, devant les villageois dans le village de Tsivory⁴. En août 2014, les forces de l'ordre débarquent dans le village d'Andranomena commune de Tranoroa pour fusiller un citoyen nommé Zafelily⁵.

Nous regrettons que le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires n'ait pas pu effectuer sa visite.

Nous demandons instamment l'ouverture d'une enquête crédible et indépendante sur les exactions commises par les forces de l'ordre durant les opérations "Tandroka" et "Coup d'arrêt".

Nous exhortons le gouvernement malgache à permettre au rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, d'examiner la situation et de présenter une invitation ouverte à toutes les procédures spéciales de ce Conseil.

Nous demandons au gouvernement malgache de prendre des mesures adéquates pour assurer la sécurité humaine.

Je vous remercie.

¹ http://www.madaplus.info/Madagascar-Plus-de-600-dahalo-abattus-depuis-janvier-dans-le-Sud_a7866.html

² <http://www.gendarmerie.gov.mg/blog/2015/01/la-presentacion-de-voeux-du-secretaire-detat-a-la-gendarmerie-et-du-commandant-de-la-gendarmerie-nationale/>

³ <http://ledaily.mg/des-forces-de-lordre-suspectes-pour-le-meurtre-dun-ancien-maire-fort-dauphin/>

⁴ Selon témoignage reçus des villageois

⁵ <http://www.lanation.mg/article.php?id=14072>

ANNEXES – REFERENCES

27/09/2013

Madagascar : Plus de 600 dahalo abattus depuis janvier dans le Sud

Depuis le mois d'août, les chiffres affirment environ 220 dahalo morts dans des attaques perpétrées par ces derniers dans le grande Sud de Madagascar. (source : orange.mg)

Et le double de ce chiffre a été enregistré durant la période de janvier jusqu'au mois de juillet car l'on comptait environ 400 dahalo tués lors des affrontements contre les forces de l'ordre ou encore contre la population elle-même.

http://www.madaplust.info/Madagascar-Plus-de-600-dahalo-abattus-depuis-janvier-dans-le-Sud_a7866.html

23/08/2014

"Sur instigation de voisins mal intentionnés, à cause d'un litige foncier, 9 éléments des forces de l'ordre quittent la ville d'Ambovombe où ils sont en poste pour débarquer au village d'Andranomena, Fokotany d'Ankilivahary, Commune de Tranoroa, District de Beloha/Androy. Une fois sur les lieux, le matin du 23 août 2014 à 6 heures du matin, après quelques palabres, ils se mirent à fusiller le nommé Zafelily qui avait un contentieux foncier avec les nommés Langemana, Tosoa et Menae".

<http://www.lanation.mg/article.php?id=14072>

08/10/2014 : Torture et assassinat de André Zafimanahake par le capitaine de Gendarmerie d'Ambovombé, Nantenaina avec la complicité du maire d'Andalatanosy, Georges Fondreny qui obligent les villageois à payer de fortes sommes sous peine d'être livrés à la gendarmerie. Des preuves de ces forfaits existent et remises aux autorités compétentes en « haut-lieu », à savoir au Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie.

<http://www.lanation.mg/article.php?id=1437>

17/01/2015

La mort de l'ancien maire de Mandromondromotra à Fort Dauphin ne cesse de défrayer les chroniques ces derniers jours. D'après plusieurs témoignages, le samedi 17 janvier, l'homme a été abattu dans le dos par des éléments de la gendarmerie et le corps enterré à Ambinanibe, un village près du parc d'Ehoala. Une bavure de plus ou de trop ? La famille de la victime dénonce un meurtre. Pour rappel, la gendarmerie a déjà été pointée du doigt après l'implication le 28 novembre de l'année dernière d'un officier du côté d'Ilakaka, accusé d'avoir dissimulé le corps d'un exploitant illicite de saphir dans une réserve protégée.

Ordre de mettre « hors d'état de nuire »

D'après le rapport, le subalterne explique qu'il a reçu l'ordre de se rendre à Evatraha, une commune rurale à Mandromodromotra pour arrêter sept individus suspectés de vol d'ossements humains. Dovic, ex-maire de Mandromodromotra faisant partie des inculpés. Durant l'enquête, le même Lieutenant précise que l'ancien maire est passé à l'aveu en donnant les noms de ses complices. Ordre a ensuite été donné par le Général de mettre ces personnes « hors d'état de nuire » sous prétexte qu'ils « ternissent l'image de la ville ».

<http://ledaily.mg/des-forces-de-lordre-suspectes-pour-le-meurtre-dun-ancien-maire-fort-dauphin/>

20/01/2015

" Pour l'opération coup d'arrêt particulièrement, 454 dahalo, 115 civils et 13 éléments des forces de l'ordre ont trouvé la mort. 364 cas de vols de bovidés ont également été répertoriés, avec un total de 25 571 zébus volés, dont 10 755 rendus à leurs propriétaires."

<http://www.gendarmerie.gov.mg/blog/2015/01/la-presentations-de-voeux-du-secretaire-detat-a-la-gendarmerie-et-du-commandant-de-la-gendarmerie-nationale/>